

Kosovars, Kosovo

Roland Meige

Conférence du 23 janvier 2017 à la Société genevoise de géographie

Introduction et résumé

Les Balkans en général sont une région compliquée, et le sud-ouest particulièrement. Ses jeunes pays - Kosovo, Macédoine, Monténégro - n'ont pas encore trouvé la stabilité, et la politique y est en ébullition. Nous abordons donc avec prudence cet exposé, un *digest* tracé à grands traits et destiné à une seule soirée de conférence - projection. Enfin, l'angle de vue est celui d'un voyageur - reporter, et non d'un chercheur patenté : le lecteur est averti !

Kosovars, Kosovo, depuis quelques décennies, ces deux noms sont devenus familiers en Suisse. Le Kosovo est resté longtemps ignoré de l'Europe occidentale, province déshéritée de Yougoslavie; le pays est né de son éclatement (1991-1999). La population majoritairement albanaise du Kosovo-et-Metochie subit la répression serbe, qui s'intensifie en 1998-1999. Les albanophones des régions voisines, ex-républiques yougoslaves - Macédoine, Monténégro, mais aussi la minorité installée en Serbie -, subissent le même sort. Il s'ensuit un important exode à partir de 1998, la Suisse devient l'un des principaux pays d'accueil, avec l'Allemagne.

Les albanophones sont actuellement environ 250'000 en Suisse. La plupart ont demandé et obtenu la nationalité suisse, et leur intégration, en tous les cas économique, est globalement réussie. L'albanais est venu s'insérer parmi les langues non nationales couramment pratiquées. Il importe donc que l'on fasse un peu mieux connaissance. D'autant que l'immigration va s'amplifier en Europe de l'ouest, l'actualité le souligne tous les jours, et la Suisse ne pourra se tenir à l'écart.

D'autre part, tropisme helvétique, la Suisse a fait part d'empathie pour ce petit pays enclavé, luttant pour son indépendance. Dès 1990, la DDC- Direction du développement et de la coopération s'est engagée dans divers programmes d'aide. A ce jour, seize ans après l'indépendance autoproclamée (2008), le Kosovo est toujours plongé dans un marasme politico-économique, il se dépeuple, l'exode est l'aspiration de la majorité de la population.

Le Kosovo

Le pays est enclavé au sud-ouest des Balkans, entouré par la Serbie, la Macédoine, l'Albanie et le Monténégro. La Serbie reste, même dans sa configuration réduite actuelle, le grand pays de la région (voir carte 1). Le Kosovo est comparable à la Suisse romande en superficie et population :

Kosovo 10'887 km² - 1'800'000 habitants / Suisse romande 12'029 km² - 1'930'00 habitants

Par le paysage également. Des chaînes de montagnes de moyenne altitude définissent les frontières. Entre elles deux plaines et deux bassins versants. Le Kosovo à l'est orienté vers le nord, (Morava en Serbie) la Metochie à l'ouest, orientée au sud (Mer Adriatique en Albanie). Les deux régions sont séparées par une modeste chaîne de grosses collines, la Drenica. L'association des deux sous-régions, sous la longue domination serbe, donnera le toponyme Kosovo-et-Metochie, toujours en vigueur à Belgrade.

Les montagnes sont couvertes de belles forêts, peu exploitées, les plaines dévolues à une agriculture de subsistance, peu mécanisée. Un ancien vignoble subsiste dans le sud-ouest, quelques tentatives de revitalisation ont été lancées. Le système hydrologique est équilibré, rivières, cascades et lacs répartis sur l'ensemble du territoire, dans un climat de type humide continental. Ce contexte serait favorable au développement de la production agricole, une opportunité pour l'économie du pays.

Au nord, des minerais divers sont connus de longue date. Les mines étaient, sous le régime socialiste yougoslave, la seule ressource exploitée au Kosovo. Actuellement quasi à l'abandon, ils n'en subsistent que de vastes friches industrielles. Elles dominent le paysage au nord, autour de Mitrovica et Zvecan. La reprise de l'exploitation des mines est un sujet récurrent, des compagnies étrangères montrent de l'intérêt. Il en est de même dans le domaine de l'énergie, où une seule centrale thermique, au fonctionnement aléatoire, fournit péniblement l'électricité du pays. Le marasme politique n'incite pas aux projets industriels ambitieux, nécessitant des capitaux extérieurs.

A part cela, l'économie est atone, il n'y a aucune activité productive, le taux de chômage se situe vers 45%, et de 75% pour les jeunes. La population vit dans la résilience, survivant chichement de petits boulots. Et "l'économie souterraine" est vivace. On évoque aussi régulièrement les trafics divers dont le Kosovo serait une des plaques tournantes. C'est l'argent de la diaspora qui assure la survie du pays. Son apport est de l'ordre de EUR 500 millions/ an, représentant plus de 15 % du PIB. Chiffres à considérer avec circonspection, considérant l'opacité tant des mouvements financiers que de la comptabilité nationale. Mis à part les quelques appuis que des expatriés apportent ouvertement à des entreprises locales, chacun, en Allemagne, en Suisse ou ailleurs, entretient, à distance, une famille élargie.

La survie économique du pays fait question. Les débouchés vers le nord plus développé sont bouchés, les frontières avec la Serbie, fermées ou étroitement contrôlées. Les débouchés potentiels sont vers le sud, la Macédoine et l'Albanie, pays dans des situations économiques tout aussi problématique (voir carte 2). Cette orientation économique paraît naturelle, recoupant la démographie, le fond culturel. Les Albanais sont dorénavant très largement majoritaires sur l'ensemble du territoire du Kosovo, quelque autres groupes viennent constituer l'un de ces *patchworks* typiques des Balkans, avec les tensions qui résultent de la résurgence des nationalismes (voir carte 3). L'espace albanophone actuel est compact, touchant cinq pays, représentant une population totale d'environ 7 millions de locuteurs. La diaspora albanaise serait de l'ordre de 10 millions de personnes, réparties sur les cinq continents (carte 4).

Les "Kosovars du Kosovo" sont des Albanais, et bien qu'ils se flattent de l'indépendance de leur pays, l'Albanie est leur référence culturelle récurrente. C'est en effet le drapeau albanais, frappé de l'aigle bicéphale héritée de Byzance, qu'ils brandissent en priorité. Un aspect trivial de cette ambiguïté sont les matchs de football opposant le Kosovo à l'Albanie, où les supporters des deux équipes brandissent le même drapeau. L'histoire du Kosovo-et-Metochie est très largement liée à celle de l'Albanie. L'une des premières manifestations de la volonté d'indépendance de l'Albanie - la région alors sous domination ottomane - est, en 1878, la création de la Ligue de Prizren, conférence tenue justement dans la ville du sud du Kosovo. Un musée à Prizren, soigneusement entretenu, célèbre l'événement.

Les Albanais, de toutes nationalités, se réfèrent aux Illyriens comme ancêtres communs; un royaume antique fondé au nord de l'Albanie. L'histoire mouvementée de la région est trop

complexe pour être abordée ici. A travers les siècles, on retient les deux époques cruciales de l'Empire serbe (XIe - XIVe) puis de l'Empire ottoman (XIVe - XXe). Puis se succèdent rapidement le Royaume de Yougoslavie (1918-1941), la brève incorporation à la République d'Albanie de l'occupation italienne (1941-1945), et enfin la République fédérale socialiste de Yougoslavie (1945-1989). Trois dates précises, présentes dans l'historiographie du jeune pays : le 25 juin 1389, la Bataille de Kosovo Polije, marquant le repli des Serbes au nord et le début de la domination ottomane¹. Six siècles plus tard, le 15 juin 1989, sur le lieu de la bataille, le discours incendiaire de Slobodan Milosevic² mettant le feu aux poudres des sanglants combats de la dernière phase de la dislocation de la Yougoslavie; il faudra la lourde intervention de l'OTAN³ pour stopper l'engrenage de la violence. Enfin, le 17 février 2008, le Kosovo se proclame indépendant, les chefs du bras armé du mouvement indépendantiste, l'UCK - Armée de libération du Kosovo (de l'albanais *Ushtria Çlirimtare e Kosovës*) prennent les commandes.

La Suisse et le Kosovo

"Le Kosovo a déclaré son indépendance le 17 février 2008. La Suisse a reconnu la nouvelle république et a établi des relations diplomatiques et consulaires avec elle le 27 février 2008. La Suisse a commencé à engager des travailleurs en provenance de la région autonome du Kosovo, rattachée à l'ancienne République fédérale de Yougoslavie, en 1960. Dans les années 90, elle a accueilli des dizaines de milliers de réfugiés qui fuyaient la guerre dans la région. Elle s'est ensuite impliquée activement dans la reconstruction et le développement du Kosovo. (...) La Suisse s'engage pour la promotion du dialogue politique, la réconciliation, le renforcement des institutions démocratiques, ainsi que le déminage humanitaire. Par ailleurs, la Suisse met plusieurs experts suisses à la disposition des missions internationales au Kosovo. Depuis 1999, l'Armée suisse participe ainsi avec la SWISSCOY à la mission internationale de promotion de la paix «Force pour le Kosovo» (KFOR). Cet engagement militaire se fonde sur la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies." ⁴

Au-delà de ce succinct et lénifiant communiqué officiel, la Suisse s'est, tôt, impliquée dans l'aide aux milieux indépendantistes kosovars. Par exemple L'actuel Président de la République du Kosovo, Hacim Taçi, personnalité suspectée à titres divers par les instances internationales, trouve refuge en Suisse dès 1993. Il organise des trafics d'armes pour l'UCK en formation. On verra d'ailleurs, quelques temps, d'anciennes tenues militaires de l'armée suisse sur le dos de brigadistes kosovars. Les Albanais du Kosovo réfugiés en Suisse participent, de manière générale, étroitement au financement et à la mobilisation de la résistance politique et armée au Kosovo, alors province yougoslave.

¹ La date de cette paradoxale bataille - elle ne connaît en effet aucun vainqueur formel - est toujours célébrée par les Kosovars comme par les Serbes, à partir d'interprétations historiques diamétralement opposées.

² Slobodan Milosevic (1941-2006), nationaliste serbe, à l'époque Président de la République de Serbie, mort en détention à La Haye après son procès pour crimes de guerre.

³ *L'Operation Allied Forces* a été menée du 24.03 au 10.06.1999, larguant plus de 20'000 bombes sur la Serbie, mais aussi sur le Kosovo. Les "dégâts collatéraux" ont été nombreux. L'usage de munition à uranium appauvri continu à avoir des effets sur la population. Cette intervention, ses fondements comme son ampleur, ont été l'objet de diverses critiques internationales.

⁴ Extrait de l'article Internet " Relations bilatérales Suisse - Kosovo", Département fédéral des affaires étrangères- DFAE. Mise à jour 08.11.2016

Concernant l'aide au développement, la Suisse s'essaye dans tous les domaines. Il y aura d'originales "aides au retour" de réfugiés, par exemple celle comprenant une aide en nature : des vaches sont offertes aux paysans, transportées par avion⁵. L'effet multiplicateur escompté ne sera pas au rendez-vous, l'agriculture et l'élevage kosovars sont toujours déficients.

Lors de notre reportage, des consultants de l'Union européenne nous diront que l'une des récentes actions les plus appréciées de la coopération suisse est la formation, sur place, de notaires. Dans un pays en construction, où il n'existe pas de cadastre, il s'agit, en effet d'un projet sensé. Et puis, notaire, voilà un métier attirant pour de jeunes kosovars !

Enfin, sous un autre d'angle d'approche du pays, il faut mentionner les rôles de Mme. Carla del Ponte⁶ et de M. Dick Marty⁷. C'est peu dire que ces deux personnalités ne sont guère appréciées par les autorités du Kosovo.

La population kosovare en Suisse⁸

Une première phase de la présence kosovare en Suisse est celle de travailleurs saisonniers, entre les années 1969 et 1990. L'immigration par regroupement familial se développe au début des années 1990, sous l'effet de la dégradation de la situation politique au Kosovo.

L'arrivée des premiers requérants d'asile kosovars remonte aux années 1980. Entre 1998 et 1999, ce sont près de 50'000 réfugiés de guerre qui sont accueillis, pour la plupart albanophones. Les statistiques fédérales sont peu précises. Avant la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par la Suisse (2008), les migrants sont recensés sous la nationalité indiquée dans leurs papiers d'identités. Ils sont donc soit de Yougoslavie, de Serbie, ou de Serbie-et-Monténégro. Ces dernières années, le nombre des kosovars nouvellement installés en Suisse avoisine les 4'000 par an. La population kosovare en Suisse se situe entre 150'000 et 170'000 personnes, selon le document cité en note. Ce chiffre est largement contesté, par les représentants eux-mêmes de la forte diaspora, bien organisée. Ils seraient plutôt environ

⁵ "Depuis septembre 1999, la Suisse a déjà envoyé par voie aérienne 1250 bœufs, vaches et taureaux au Kosovo. Cette opération vise à reconstituer le cheptel de bétail décimé par la guerre et à procurer du lait à la population dans le besoin. Les bêtes se portent bien dans leur nouvelle patrie. Elles se sont merveilleusement reproduites. Avec les quelques 1000 veaux déjà nés au Kosovo, la « colonie bovine » suisse compte largement plus de 2000 bêtes. (...) Le budget de l'action « Des vaches pour le Kosovo » s'élève à environ 4 millions de francs pour l'année 2000". De : reliefweb.int

⁶ Carla del Ponte est nommée en août 1999 procureure générale du Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie - TPIY, à la Haye. Ses actes d'accusations concernent divers chefs de guerres, dont Milosevic. Haïe par les nationalistes serbes, elle échappe à un attentat à Belgrade. Dans le cadre de ses investigations, elle obtient des témoignages de trafic d'organes humains par des membres de l'UCK, qui seront corroborés par l'enquête de Dick Marty (cf. infra).

⁷ Dick Marty, parlementaire suisse, sur mandat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dénonce, dans un rapport publié en décembre 2010, le possible trafic d'organes conduit, dès 1999, par l'UCK. Les preuves sont difficiles à obtenir, les éventuels témoins identifiés menacés. La situation, confuse, entraînera Mme. Calmy-Rey, présidente de la Confédération, à refuser le Prix Diaspora décerné en hommage à son engagement en faveur de l'indépendance du pays.

⁸ Pour les données officielles concernant les statistiques et la politique d'accueil, voir : "La population kosovare en Suisse". Collectif. Département fédéral de justice et police DFJP - Office fédéral des migrations ODM. Août 2010. Nous reprenons les chiffres de ce document, sauf avis contraire.

250'000, voire 300'000 en comprenant les personnes non déclarées, passées à travers les mailles du filet administratif.

Il s'agit donc de la plus importante vague d'immigration des dernières décennies, et le mouvement n'est pas fini. La situation au Kosovo, mais aussi dans l'aire albanophone en général ne s'améliore pas, et l'émigration reste l'objectif principal de nombreux jeunes. L'attrait, général, de la Suisse, est accentué par la présence des relais familiaux déjà installés, tout disposés à accueillir autour d'eux leur parentèle.

Intégration, naturalisation, assimilation

Bien que les milieux populistes / nationalistes se soient régulièrement manifestés à l'encontre de la politique d'accueil de la Suisse, et que, encore régulièrement, "des Kosovars" fassent la une de la presse par des faits divers violents, en très grande majorité, cette population réussit son intégration en Suisse.

Les hommes sont généralement arrivés en premier, cherchant, au plus vite, à échapper au statut de réfugié demandeur d'asile. La recherche d'un premier travail a été pour eux la première préoccupation, en vue de l'indépendance économique, avant de pouvoir faire venir femmes et enfants. La plupart sans formation adéquate par rapports aux critères suisses, ils accepteront les petits travaux, les activités délaissées par les jeunes suisses. Les conditions de vie au Kosovo leur ont inculqué l'esprit d'indépendance, "la débrouille", ils chercheront donc en priorité des activités indépendantes. Nombre d'artisans dans le bâtiment, le jardinage, l'entretien, l'alimentation, font dorénavant partie de l'économie du pays. Cela pour les premiers arrivés, adultes, en Suisse.

Puis pour les jeunes, arrivés enfants, et ultérieurement ceux nés en Suisse, la scolarité va ouvrir d'autres horizons. Si la majorité de ces jeunes quittent tôt l'école, une minorité entreprend des études. Il y a maintenant, dans la population albanophone de Suisse, des représentants de toutes les professions et activités, y compris des professions libérales, et de celles à formation universitaire.

On peut dire que globalement l'intégration économique de cette population arrivée par vagues successives est réussie. Pour la plupart des premiers arrivés, l'idée, longtemps dominante, du retour au pays natal, a été abandonnée. Ils ont donc compris que la Suisse allait devenir leur nouveau pays, ils en ont admis les codes. La naturalisation devient un objectif, et la tendance d'accélère. Ces personnes, ces familles, se reconnaissent encore comme Albanais, leur vie sociale se déroule essentiellement au sein de la communauté, les liens sont forts. Les jeunes se marient principalement entre eux, albanophones : les mariages se déroulent généralement au pays d'origine, en été, lors des vacances estivales. Le stade suivant de l'intégration des albanophones, des Kosovars, sera lorsque les mariages mixtes, entre partenaires d'autres groupes faisant partie de ce pays multiculturel, seront dans l'ordre des choses. On relève aussi que l'albanais est devenu l'une des principales langues non nationales pratiquées en Suisse. L'albanais nous apparaît compliqué, l'orthographe comme la prononciation des patronymes pose problème. Il y a peu, l'idée, peut-être saugrenue, de leur simplification a même été évoquée par quelques esprits en quête d'assimilation maximale.

On terminera en parlant brièvement de la religion, puisque l'Islam est historiquement dominant dans l'aire albanophone, et que cette religion, dans ses récentes expressions extrémistes, fait problème en Occident. Le fond musulman est essentiellement d'ordre culturel au Kosovo, comme en Albanie, en Macédoine. Il est arrivé dans la région avec les

Ottomans. Les conversions à l'islam ont été lentes et progressives, et pour beaucoup cette religion est celle d'un envahisseur. Les années de socialisme ont évidemment tempéré la vie religieuse; d'autre part, le catholicisme, par exemple, a toujours été présent en Albanie. C'est dire que le ni le Kosovo ni l'Albanie, ne sont, d'essence, des pays fondamentalistes. S'il y a eu, comme partout dans les ex-pays socialistes, résurgence du fait religieux, la société reste globalement tolérante. On observe par ailleurs des efforts de la part des dirigeants du pays pour contrer les tentatives de radicalisation de la jeunesse, qui apparaissent partout dans les Balkans du sud-ouest, sous l'emprise d'imams exportés d'Arabie. Pour l'instant donc, l'Islam que l'on voit pratiqué au Kosovo semble rassurant.

Tannay, novembre 2016

